

22 JANUARY 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

## DÉCLARATION CONJOINTE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON ET DU PRÉSIDENT DE L'ÉTAT D'ISRAËL, REUVEN RIVLIN

[Télécharger le .pdf](#)

Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour ces mots et pour votre accueil.

Je suis heureux de vous retrouver et d'être ici parmi vous pour ce qui est la première visite que j'effectue en Israël en tant que Président de la République, un an après la visite d'Etat que vous aviez effectuée en France. Nous étions, il y a un an, ensemble. Je veux, en cet instant, avoir une pensée émue et amicale pour votre épouse disparue.

Monsieur le Président, j'en avais pris l'engagement devant vous et je suis venu en Israël pour représenter la France au cinquième forum mondial de l'Holocauste, quelques jours avant de commémorer en France, au mémorial de la Shoah, le 75ème anniversaire de la libération d'Auschwitz-Birkenau. Nous serons ensemble demain à Yad Vashem, aux côtés de nombreux chefs d'Etat et de Gouvernement, aux côtés des survivants, des fils et des filles de déportés, des justes, des témoins. Je suis venu pour Israël, pour ce que représente dans votre pays la mémoire de la Shoah, venu pour porter avec vous l'appel de Yad Vashem, un appel universel plus important que jamais. Vous l'avez rappelé, Monsieur le Président, dans nombre de nos pays, et c'est vrai aussi pour la France, l'ombre noire de l'antisémitisme se répand, renaît, et cet antisémitisme revient à chaque fois que les démocraties sont malades, que les crises sont là. Il ne concerne pas simplement les Juifs mais notre destin commun et, pour ce qui est de la France, toute la République. Monsieur le Président, vous avez eu la gentillesse de rappeler à l'instant ce que la France avait entrepris pour lutter avec détermination et force contre toute forme d'antisémitisme dans l'espace public, qu'il soit réel ou virtuel. Nous continuerons avec la même détermination et nous lutterons, comme je m'y suis déjà engagé, contre l'antisémitisme, le racisme, tout discours de haine qui vient diviser notre société et en nier les fondements même.

Nous avons aussi décidé de discuter et de poser très franchement la question de l'antisionisme, aujourd'hui profondément lié à la question de l'antisémitisme. Je vous remercie d'ailleurs de la clarté des propos que vous venez d'avoir. J'ai eu l'occasion de le dire, l'antisionisme, lorsqu'il est la négation de l'existence d'Israël comme Etat, est un antisémitisme, ce qui ne veut pas dire qu'il deviendrait impossible d'avoir des désaccords, de critiquer telle ou telle action du Gouvernement d'Israël. Mais la négation de son existence relève bien aujourd'hui d'une forme contemporaine de l'antisémitisme. Alors oui nous avons passé des lois, pris des premières décisions, d'autres vont venir en particulier qui nous permettront de lutter encore plus efficacement contre les discours de haine et entre autres l'antisémitisme sur Internet. Mais au-delà c'est bien une forme de résistance qu'il nous faut opposer à cette dissolution des consciences à laquelle nous assistons trop souvent et les lois ne suffisent pas pour changer l'âme des hommes. Il faut pour cela se souvenir, rappeler à chacun ce à quoi conduit l'antisémitisme en Europe, l'Holocauste. Et il faut au-delà de se souvenir, continuer d'éduquer et de former, c'est pour ça que nous sommes aussi venus auprès de vous avec le ministre de l'Education nationale et plusieurs jeunes élèves français.

Nous avons au-delà de ces sujets beaucoup à construire ensemble dans de nombreux domaines : la culture, l'économie, les échanges universitaires, les nouvelles technologies. Nous sommes d'ores et déjà étroitement liés sur tous ces sujets, nous en avons discuté et nous allons poursuivre ce travail et l'intensifier.

Nous avons aussi discuté du processus de paix et je vous remercie de la franchise que vous avez eue et aussi du volontarisme affiché. Je vous l'ai dit et je l'ai dit à plusieurs reprises, il ne s'agit pas pour la France, aujourd'hui, d'arriver avec une proposition sur la table. J'ai compris que d'autres en avaient, parfois attendues depuis longtemps. Quelque processus de paix que ce soit n'est possible que si les

parties en présence veulent bâtir la paix. Alors la France aidera dans le rôle qui doit être le sien et sera le sien.

Enfin, nous avons parlé ce matin, j'ai pu aussi échanger avec le Premier ministre sur nombre de sujets régionaux, évidemment la question de l'Iran et vous connaissez la position de la France. Nous serons intraitables en matière de nucléaire. Depuis 2017, je souhaite que nous élargissions d'ailleurs le cadre international qui a été porté sur les activités nucléaires de l'Iran pour que leur activité balistique et les déstabilisations régionales fassent aussi l'objet d'un accord. Et dans le contexte actuel la France restera attachée à ce que l'Iran n'acquiert jamais l'arme nucléaire mais à ce que nous évitions aussi dans la région toute escalade militaire quelle qu'elle soit.

Vous savez aussi combien la France porte un regard d'amitié, de bienveillance vers le Liban et combien ce pays nous est cher et nous ferons tout pour, dans une crise profonde qu'il traverse, aider nos amis libanaises et libanais. Et je sais aussi la vigilance que je partage à l'égard de toute forme d'activité terroriste qui pourrait être conduite depuis le Liban et menacerait la sécurité d'Israël autant d'ailleurs qu'elle menace la sécurité et le bien-vivre ensemble des Libanaises et des Libanais.

Voilà Monsieur le Président ce que je pouvais ajouter à vos mots et vous redire ici l'amitié de la France et mon amitié personnelle à votre endroit.

Merci infiniment pour cet accueil et merci à nouveau de pouvoir ainsi échanger.